

Table des matières

1	La constitution d'une Chine communiste	2
1.1	La proclamation de la République Populaire de Chine dans un contexte difficile	2
1.2	L'application du modèle soviétique	3
1.3	La RPC, satellite de l'URSS	4
2	La Chine de Mao	5
2.1	Des « Cent fleurs » au « Grand bond en avant »	5
2.2	La révolution culturelle et la succession de Mao	6
2.3	L'ouverture de la Chine sur l'extérieur	7

I La constitution d'une Chine communiste

I.1 La proclamation de la République Populaire de Chine dans un contexte difficile

En 1949, la Chine sort d'une longue guerre civile (1927-1949), seulement interrompue par la guerre avec le Japon (1931-1945). Le 1er octobre, Mao proclame la République populaire de Chine sur la place Tian'anmen. Les communistes sont apparus comme les héritiers de ceux qui voulaient moderniser la société chinoise en 1919, et favorables aux paysans, victimes d'abus et d'usure. Le régime autoritaire et corrompu de Tchang Kai Chek (aussi appelé Jiang Jieshi) laisse peu de regrets dans la population. Jiang Jieshi, le précédent dirigeant chinois reconnu, s'enfuit à Taïwan avec le reste de son armée et de ses partisans (deux millions de personnes). C'est ce gouvernement de la République de Chine que les occidentaux reconnaissent comme le gouvernement légitime de la Chine (qui conserve le siège au conseil de sécurité jusqu'en 1971). Le départ du pouvoir nationaliste désorganise l'administration chinoise, ce qui limite les possibilités de réorganisation du pays.

La situation économique du pays est désastreuse : millions d'hectares noyés après la destruction des digues et des canaux, cœur industriel (la Mandchourie) démantelé par les Soviétiques entre 1945 et 1946 et les autres régions sont paralysées, moyens de transports peu développés ou absents, flotte marchande partie à Taïwan. La Chine ne produit plus que 75% du riz d'avant-guerre et sa production industrielle n'est que de 55% de celle de 1936. La misère est présente partout, et le revenu par tête n'est que de 50 dollars. La monnaie nationaliste n'a qu'une valeur très limitée en raison de l'inflation et la monnaie communiste n'est pas reconnue hors du pays. La priorité du nouveau gouvernement est donc la reconstruction et la révolution.

Pour s'occuper de cette tâche, le Parti Communiste chinois (PCC) dispose de plusieurs atouts : 4,5 millions de membres encadrés par des dirigeants expérimentés, de nombreuses organisations de masses (en particulier l'Armée Populaire de Libération), et une autorité incontestée par la rupture qu'il incarne avec l'ancien régime nationaliste et par l'espoir d'une unification du pays absente depuis 1911. Cependant, l'expérience de gestion des communistes est avant tout rurale, et ils manquent d'expertise dans la gestion des grands centres urbains et industriels. Ce manque d'expérience posera problème en matière de diplomatie, d'administration centrale, de technologie moderne. Les communistes essaieront de faire appel au modèle soviétique, tout en cherchant à conserver une « voie chinoise » à leur révolution.

La reconstruction du pays a lieu dans le cadre du « programme commun » défini en septembre 1949, reposant sur l'alliance des « 4 classes révolutionnaires » (paysans, ouvriers, petite bourgeoisie et « capitalistes nationaux ») afin de créer une nouvelle démocratie. En juin 1950, la réforme agraire permet la redistribution de 47 millions d'hectares de terre à 300 millions de paysans répartis en 70 millions de familles que le gouvernement cherche dès 1951 à regrouper en équipes « d'aide mutuelle », pour enclencher un premier pas vers les coopératives agricoles. Les confiscations sont violentes et conduisent à l'exécution des grands propriétaires (même si les paysans riches sont ménagés pour garantir la sécurité alimentaire). Comme le dit Liu Shaoqi, « la réforme agraire est l'occasion d'organiser politiquement les masses paysannes

». Sur le plan économique, seules les entreprises étrangères ou appartenant aux proches de Tchang Kaï Chek sont nationalisées, et les « capitalistes nationaux » sont simplement soumis à un contrôle étatique. La production industrielle et agricole progresse entre 1949 et 1952.

Sur le plan politique, en 1951, la campagne des trois anti (contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie) épure l'administration, et permet d'instaurer une probité jamais vue. Elle est prolongée en 1952 par celle des « cinq anti (3 anti + contre la fraude fiscale et l'extorsion de biens publics). La transformation idéologique passe par des campagnes de masse, des procès, des exécutions publiques et l'élimination des contre-révolutionnaires (800 000 victimes entre 1949 et 1952). En 1952, la reconstruction du pays est déclarée achevée et le PCC va pouvoir mettre en place le socialisme par l'intermédiaire d'un « programme général de transition vers le socialisme ».

1.2 L'application du modèle soviétique

Sur le plan économique, un « plan quinquennal » (1953-1957), sur la base du modèle soviétique, donne la priorité à l'industrie qui absorbe 58,2% des investissements contre 19,2% aux transports et seulement 7,6% à l'agriculture. L'accent est mis sur l'industrie lourde et les grands projets (barrages, complexes sidérurgiques). Le système économique de transition est remplacé par un système socialiste : les entreprises des « capitalistes nationaux » sont nationalisées (40% de secteur privé en 1952, 0 en 1956), les artisans urbains sont regroupés dans des coopératives, et les paysans sont forcés de se rassembler dans des coopératives (7% des familles et 8% des terres en 1954, la totalité en 1956). La production industrielle croît fortement : la production d'acier passe de 1,35 million de tonnes en 1952 à 5,4 en 1957, celle de charbon est multipliée par trois. Ce développement est renforcé par le désenclavement des provinces par les voies de communication. La production agricole croît beaucoup moins vite que la population ce qui conduit à un rationnement alimentaire.

Politiquement, la constitution de 1954 définit le pays comme une démocratie populaire reprenant le modèle soviétique. Le peuple est à l'origine du pouvoir et élit, au suffrage universel, ses représentants dans les assemblées de cantons qui élisent, à leur tour, les assemblées des sous-préfectures qui élisent les assemblées de provinces qui élisent l'Assemblée nationale populaire. Cette dernière procède à la nomination d'un comité permanent qui désigne les ministres et élit le président. Cependant, chaque élection s'effectue sur une liste unique constituée par le comité parallèle à l'assemblée élue. Cette dualité entre l'État et le PCC assure à ce dernier le contrôle total de la vie politique et de l'action publique. Ainsi, à la tête du parti, le Congrès national élit le Comité Central qui élit, à son tour, le Bureau Politique lequel a autorité sur le gouvernement. Le parti est soumise au principe du centralisme démocratique qui impose l'obéissance de tous ses membres à sa direction. De plus, la population est fortement encadrée dès son plus jeune âge par des organisations de jeunesse liées au PCC, puis ce sont les unités de travail qui prennent le relai. Pour les récalcitrants, le goulag chinois est instauré (le laogai). À partir de 1952, la Chine adopte le modèle soviétique tant sur le plan économique que politique. Cela se traduit par une soumission politique à l'URSS.

1.3 La RPC, satellite de l'URSS

Au moment de la proclamation de la RPC, ce nouveau régime n'est reconnu par aucune puissance occidentale mise à part la Grande-Bretagne qui souhaite conserver Hong Kong. Pour les Occidentaux, la Chine légitime reste la Chine nationaliste réfugiée à Taïwan, d'ailleurs c'est elle qui conserve le siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Cet isolement diplomatique et la faiblesse économique du pays (sous-industrialisation, faible production agricole, inflation) obligent Mao Zedong à se tourner vers les autres pays communistes et en particulier l'URSS. Il choisit de « pencher d'un seul côté ». En 1950, les deux nations signent un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » qui permet à la Chine de recevoir un soutien financier (300 millions de \$) et technique (milliers de techniciens envoyés) de la part de Moscou. L'URSS obtient des bases à Port Arthur et Dalian. Dès lors la Chine sert de relais à l'URSS dans le cadre de la guerre froide : soutien au Vietminh pendant la guerre d'Indochine (1946-1954) contre la France, envoi de « volontaires » aux côtés de la Corée du Nord dans le cadre de la guerre de Corée (1950-1953). La Chine joue un rôle clé : elle est à la table des négociations de l'armistice de Panmunjom et en 1954, Zhou Enlai est un des artisans des accords de Genève.

En raison de ce positionnement de la Chine, les Etats-Unis mettent en place, en 1954, l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est) comprenant, outre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande. Tout en s'alliant avec l'URSS, Mao a pour objectif de redonner à la Chine toute sa grandeur et ainsi effacer l'humiliation des traités inégaux imposés au XIXe siècle par les Etats occidentaux. Pour lui, « l'URSS d'aujourd'hui est la Chine de demain ». En 1950, le Tibet, indépendant depuis 1912, est reconquis. L'URSS rétrocède quelques territoires conquis par la Russie tsariste. La Chine participe aux négociations qui mettent fin aux guerres de Corée et d'Indochine, se présentant comme un partenaire régional incontournable. Beijing doit cependant accepter la perte de la Mongolie sous pression russe et Hong-Kong, Macao ainsi que Taïwan, sous protection occidentale, restent en dehors de la République Populaire de Chine.

Mais, Mao Zedong ne renonce pas au rétablissement de l'unité totale de la Chine. De son côté, Staline se méfie du communisme chinois, plus soucieux de ses intérêts nationaux que de l'unité du bloc communiste. En effet, le communisme chinois présente un ancrage rural rompant avec le discours ouvriériste russe et s'est construit en opposition avec des ennemis extérieurs (Occidentaux, Japonais, Américains manipulant les nationalistes). Cela se traduit par une vision plus autarcique du communisme à l'opposé de l'universalisme voulu par l'URSS. En 1955 la Chine, pourtant proche de l'URSS, participe à la conférence de Bandung qui rassemble les partisans de non-alignement. Elle se rapproche de l'Inde et apparaît comme un possible chef de file des peuples du tiers-monde luttant pour leur indépendance

2 La Chine de Mao

2.1 Des « Cent fleurs » au « Grand bond en avant »

Le PCC lance au Printemps 1956 la « campagne des Cent fleurs » destinées à encourager la libre-discussion dans le domaine artistique (« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ») afin de rallier les intellectuels au régime. Le mouvement se retourne contre le PCC (dénonciation des actions des communistes, remise en cause du socialisme pour la Chine). L'impopularité du régime et des cadres surprend Mao et au mois de juin 1957, le parti dénonce les « fleurs vénéneuses » et met fin au mouvement. Les dirigeants communistes chinois répondent par un « mouvement anti-droitier » dénonçant l'action de leurs accusateurs (presse, intellectuels, fonctionnaires, cadres du parti) freinant la mise en place du communisme. Nombre d'entre eux sont envoyés dans les campagnes pour subir une « rééducation par le travail manuel ».

Mao souhaite rompre avec le modèle soviétique et lance en 1958 le « Grand bond en avant » dont l'objectif est le « rattrapage de l'Angleterre en quinze ans ». Pour cela, une économie décentralisée et autocentrée (« compter sur ses propres forces ») se met en place dans 26 000 « communes populaires » mêlant industrie et agriculture (« marcher sur ses deux jambes »). Chaque commune s'étend sur environ 4 500 ha et accueille 5 000 familles organisées en brigades et équipes de production. La Chine vit en quasi-autarcie en produisant sa nourriture et ses biens de consommation par des petites unités de production (« bas-fourneaux », mini centrale, hydroélectrique). Sur le plan économique, les premiers résultats sont positifs mais dès l'été 1959 débutent « trois années amères » qui conduisent à l'échec du Grand Bond en Avant, symbolisé par des famines et la mort d'environ 20 millions de personnes. Cet échec est dû à des calamités naturelles (typhons, inondations, sécheresse) mais surtout par des erreurs humaines (défrichements abusifs, inutilité de l'acier et des « bas-fourneaux », mauvaise utilisation de la main d'œuvre). Sur le plan politique, le « Grand bond en avant », voulu comme un « raccourci vers un communisme immédiat » grâce à un collectivisme absolu et comme un symbole de la supériorité de la voie chinoise vers le socialisme qui aurait pu réduire les sociétés rurales du Tiers monde, a largement échoué et n'a fait que renforcer la rupture avec l'URSS.

Dès 1959, les limites du GBA permettent l'émergence d'une ligne gestionnaire menée par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping qui va réorienter le programme mis en place par Mao, en renforçant la place des techniciens (« supériorité de l'expert sur le rogue »). La priorité est accordée à la production agricole avec un assouplissement des « communes populaires » qui voient leur taille se réduire et où le lopin de terre individuel est réhabilité. En 1964, la Chine retrouve son niveau de 1957. Mao Zedong essaie de reprendre la main en lançant en 1962, le « mouvement d'édification socialiste » qui dénonce les « tendances capitalistes spontanées » du courant gestionnaire et l'accuse « d'oublier la lutte des classes ».

Le courant gestionnaire reste au pouvoir grâce à sa réussite économique, mais Mao peut compter sur le soutien de l'armée, dans laquelle Lin Biao a mis en place un réseau de commissaires politiques indépendants du parti et appartenant au courant maoïste, et sur celui des étudiants chez qui le Petit livre rouge rassemblant en 1964 les idées de Mao (« bombarder les

États-majors », « arracher le pouvoir aux cadres pourris du parti ») s'est fortement diffusé. Ce livre connaît un certain succès dans les milieux étudiants en France (cf. La Chinoise de Jean-Luc Godard). Mao cherche à récupérer le pouvoir en lançant la « Révolution culturelle prolétarienne » en 1966.

2.2 La révolution culturelle et la succession de Mao

L'objectif de la « Révolution culturelle prolétarienne », lancée en 1966, est d'éliminer le courant gestionnaire afin de lutter contre le « révisionnisme » et de réaliser l'essence du « Grand bond en avant ». Mao Zedong s'appuie, pour cela, sur la jeunesse étudiante, organisée en « gardes rouges », pour remettre en cause les valeurs traditionnelles et humilier les élites intellectuelles et politiques. De grandes manifestations et des campagnes d'affichage de dazibaos (journaux muraux en gros caractères) mobilisent la jeunesse autour de la pensée de Mao. 8 des 11 membres du Bureau politique du PCC sont éliminés. Membres récalcitrants du PCC sont contraints à une autocritique et à la déportation. Près de 30 millions de citoyens sont envoyés à la campagne pour y être rééduqués. Les « gardes rouges » cherchent à prendre le contrôle des instances politiques, des entreprises, de l'armée et de la presse. Face à cette surenchère et au risque d'anarchie dans le pays, Mao tente à partir de 1967, de reprendre le contrôle d'une « Révolution culturelle » qui lui échappe. Des « comités révolutionnaires », formés de « gardes rouges » modérés, de cadres maoïstes du parti et de militaires, remplacent les pouvoirs locaux à partir de février 1967. Puis l'armée dirigée par Lin Biao, rétablit l'ordre en intégrant une partie des « gardes rouges » et envoyant plus de 17 millions d'étudiants « apprendre des masses » dans les campagnes. En 1969, la « Révolution culturelle » est stabilisée et le PCC se réorganise en accueillant de nombreux militaires (55% du Bureau Politique). La « Révolution culturelle » a stoppé la modernisation du pays (« la politique commande à l'économie, la révolution commande à la production ») et privé celui-ci d'une élite intellectuelle : 8 à 10 millions de morts, 200 millions de Chinois (1/4 de la population) persécutés.

Mao, le « grand timonier » bénéficie alors d'un véritable culte de la personnalité, et choisit Lin Biao (« le petit timonier ») comme successeur légitime. Cependant, en 1970, Lin Biao veut accélérer la succession en se proposant au poste de Président de la RPC. Mao dénonce alors « l'arrogance et l'autosatisfaction » de l'armée puis s'appuie sur les cadres modérés menés par Zhou Enlai pour se débarrasser de Lin Biao. Ce dernier meurt dans un accident d'avion qui devait le conduire en URSS après l'échec d'une tentative de coup d'État. Les militaires voient alors leur influence décroître au profit du retour du courant gestionnaire (« le parti commande au fusil »), dirigé par Deng Xiaoping. Ce dernier réorganise l'économie chinoise en favorisant la rentabilité à l'idéologie. Ce recentrage politique est critiqué par l'extrême gauche maoïste incarnée par le « groupe de Shanghai » ou « bande des quatre », qui y voit un « déviationnisme de droite ». Mené par Jiang Qing, l'épouse de Mao, ces radicaux lancent une campagne contre le confucianisme, visant indirectement Zhou Enlai qualifié « mandarin rouge ». Ce dernier reprend le mot d'ordre du « groupe de Shanghai » tout en le détournant pour viser Lin Biao, dont la « bande des quatre » était proche. Le courant gestionnaire parvient à imposer sa vision, mais, en janvier 1976, la mort de Zhou Enlai relance la contestation maoïste. Pour établir un compromis entre les deux courants, le PCC place à sa

tête Hua Guofeng mais cela ne stoppe pas la campagne contre les « déviationnistes de droite ». Deng Xiaoping est écarté en avril 1976 laissant entrevoir la défaite des gestionnaires. Le 9 septembre 1976, Mao Zedong décède et la « bande des quatre » tente de prendre le pouvoir afin de maintenir l'héritage maoïste. En réaction, Hua Guofeng arrête la « bande des quatre » pour « complot contre le pouvoir ». Néanmoins, Guofeng ne parvient pas à imposer un maoïsme modéré. Des dazibaos dénoncent Mao et exigent une 5e modernisation : la démocratie. Deng Xiaoping utilise ce courant démocratique pour affaiblir Hua et conquérir le pouvoir en décembre 1978 avant de s'en détacher.

2.3 L'ouverture de la Chine sur l'extérieur

La Chine se présente comme un allié pour les pays souhaitant accéder à l'indépendance d'autant qu'elle dénonce les visées impérialistes de l'URSS. La Chine participe à la conférence de Bandung en 1955 et multiplie les aides techniques et militaires aux pays du Tiers-Monde en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La Chine cherche à faire du « non-alignement » un levier de politique internationale. Le succès chinois est limité : quelques nations s'allient à la Chine (Somalie, Guinée, Khmers rouges au Cambodge), seule la Tanzanie cherche à appliquer le modèle maoïste, et des mouvements révolutionnaires maoïstes se développent dans le monde (Parti communiste du Népal, Sentier lumineux au Pérou, Nouvelle armée du peuple aux Philippines, Parti communiste d'Inde, ...). La répression d'une révolte tibétaine en 1959 fait monter la tension avec l'Inde et aboutit à une guerre sino-indienne en 1962. La Chine se rapproche du Pakistan, allié des États-Unis, contre l'Inde pro-soviétique, rompant ainsi avec l'idéal du neutralisme de Bandung. Sur le plan extérieur, la Chine s'oppose à l'idée de « co-existence pacifique » développée par Khrouchtchev. Lors de sa visite en septembre 1959, pour le 10e anniversaire de la Révolution chinoise, Khrouchtchev n'apporte pas son soutien au « Grand bond en avant ». Mao accuse l'aventurisme de Khrouchtchev dans la crise de Cuba puis la capitulation au moment de la résolution du conflit. L'URSS stoppe alors son aide économique et rapatrie ses experts dès 1960, et la rupture est officialisée en 1962. La Chine cherche à devenir la « nation phare du communisme » mais, mis à part l'Albanie qui adopte le maoïsme, aucune nation du bloc soviétique ne s'allie à la Chine.

En Occident, certaines nations reconnaissent l'existence de la Chine (France gaullienne, par exemple, en 1964 avec qui elle partage le rejet de la bipolarisation). La Chine est relativement peu active dans son opposition aux États-Unis (hormis un soutien au Vietnam du Nord et à la Corée du Nord). En revanche, les relations avec l'URSS sont tendues. En 1969, des incidents de frontières le long de l'Oussouri conduisent à une guerre. Même si le conflit tourne à l'avantage de l'URSS, il manifeste les ambitions nationalistes (« lutte contre les nouveaux tsars ») et internationales (bombe H en 1967, premier satellite artificiel en avril 1970, URSS présentée comme « l'ennemi principal ») de la Chine.

Le retour au pouvoir des gestionnaires permet le choix d'une politique de détente avec le monde capitaliste qui permet de rompre l'isolement de la Chine (liens diplomatiques rétablis avec le Canada, l'Italie et la Yougoslavie). Dans le même temps, les États-Unis, voulant mettre fin à la guerre du Vietnam sans pour autant que leur retrait profite à l'URSS, entame des négociations. En 1971, l'équipe de ping-pong américaine fait une tournée en Chine et, en octobre

1971, la République Populaire de Chine adhère à l'ONU en tant que membre permanent à la place de République Nationaliste de Taïwan. En 1972, le président américain Nixon se rend en visite en Chine et en 1978, l'existence de la Chine communiste est officiellement reconnue par les États-Unis. En 1974, Deng Xiaoping présente, à la tribune de l'ONU, sa théorie des « trois mondes » : celui des États-Unis et de l'URSS, celui des autres pays développés (pays européens, Japon, Canada) et celui du tiers-monde, dont la Chine aspire à être le leader. Cela se traduit par l'établissement de relations diplomatiques avec des pays ne reconnaissant que Taiwan comme l'Iran, la Turquie, le Chili, le Mexique, l'Argentine...

